

## Subsides

ministre, lors de sa tournée des diverses capitales européennes, seront bientôt exprimées concrètement par l'approbation au Conseil des ministres de la Communauté de la proposition de la Commission, et que les négociations pourront commencer dans un bref délai sur un accord entre le Canada et la Communauté.

Lors des diverses conférences de presse qu'a données le très honorable premier ministre, soit à son retour de ses périples européens, ou en Europe même, une question était continuellement posée par des journalistes, qui semblait également avoir suscité quelques inquiétudes aux niveaux européen et canadien, savoir comment concilier nos relations bilatérales avec les pays membres de la Communauté, et ce lien contractuel avec la Communauté.

J'aimerais citer la réponse du très honorable premier ministre à cette question-là lors de sa conférence de presse du 31 mai dernier au Luxembourg. Le très honorable premier ministre indiquait, et je cite:

Nous ne voyons absolument aucune exclusion mais simplement, comme vous le savez, lorsqu'il s'agit de matières commerciales, ou de négociations, disons, d'ententes commerciales avec des pays de la Communauté, nous ne pouvons plus le faire simplement bilatéralement. Autrefois, on pouvait signer un traité de commerce avec la France, avec l'Angleterre, avec l'Allemagne, avec le Luxembourg, la Belgique, etc., maintenant ce n'est plus possible puisqu'ils ont remis une partie de leurs pouvoirs commerciaux, leur autorité sur les tarifs, sur les douanes, à l'ensemble de la Communauté. Alors, nous nous ajustons à ces réalités et pour autant qu'un pays bilatéralement veut faire des affaires avec le Canada, nous sommes heureux de les recevoir. Pour autant que la Communauté prendra une plus grande ampleur juridique, nous ferons affaire avec la Communauté et encore une fois, c'est ce qu'il faut toujours s'efforcer d'expliquer au mieux, le Canada n'essaie pas de s'ingérer dans la Communauté ou dans la rapidité avec laquelle elle progressera vers une plus grande existence politique, unité politique. Simplement, nous voulons être présents à tous les paliers.

Alors il semble bien, monsieur le président, que la grande préoccupation du gouvernement à l'heure actuelle vis-à-vis de la Communauté soit une préoccupation d'ordre commercial et d'ordre industriel de liens contractuels dans ces deux domaines. Et lorsqu'on se rend compte de l'importance mise sur ces deux sujets, on se demande ce qu'il advient du caractère un peu plus social, culturel, ou enfin du caractère de civilisation que prennent toutes les relations internationales.

● (1610)

Et j'ose espérer que c'est toujours dans l'optique du gouvernement d'insister sur nos relations bilatérales avec les divers pays européens avec lesquels nous avons des liens historiques qu'il est à peu près inutile de rappeler comme, par exemple, nos liens historiques avec la France et avec l'Angleterre. Plus particulièrement avec la France, monsieur le président, dans le rapport annuel du ministère des Affaires extérieures, sous la rubrique «Europe de l'Ouest», on y lit que...

Le Canada a conservé à ses relations avec la France le caractère hautement prioritaire qui leur a été imprimé au cours des dernières années.

A titre de député francophone de la Chambre, de député du Québec, les relations du Canada avec la France m'apparaissent d'une extrême importance. J'ose espérer que le ministère des Affaires extérieures, de même que tous les ministères impliqués dans les domaines des relations internationales, seront en consultation avec les gouvernements provinciaux, et plus particulièrement le gouvernement du Québec qui a également quelque intérêt dans ces domaines de juridiction spéciale et sur la scène internationale, réussiront à définir et à chercher avec passion et agressivité de nouveaux moyens d'améliorer encore ces relations toutes spéciales que nous avons avec la France,

[M. Lapointe.]

car, à mon avis, c'est là une des pierres angulaires pour sauvegarder notre unité nationale qui est un des buts principaux, sinon le seul but, que s'est donné notre gouvernement.

Alors j'ose espérer que la dernière visite la semaine dernière du ministre du Commerce extérieur, M. Ségard, sera suivie de réalisations concrètes dans des secteurs d'intérêts bilatéraux et que nous chercherons aussi bien au sein du ministère de l'Industrie et du Commerce qu'au sein des Affaires extérieures à établir une coopération économique et efficace avec la France et même peut-être à ce que les deux pays puissent travailler ensemble vers d'autres marchés ou vers des pays-tiers.

Voilà donc, monsieur le président, les préoccupations que j'avais au cours du débat sur notre politique étrangère canadienne.

**M. Wagner:** Monsieur le président, à la suite du député de Charlevoix (M. Lapointe), je désire moi aussi m'interroger publiquement sur l'orientation qui doit être suivie par le ministère des Affaires extérieures, et sur l'image que projette actuellement dans le monde entier le gouvernement du Canada.

Avant de poursuivre davantage, je voudrais quand même, monsieur le président, à titre bien personnel, comme le ministre est actuellement à quelques pas de moi, lui exprimer notre plus vive sympathie pour le deuil dont il a été affligé ces derniers jours, et lui laisser savoir que notre amitié va être telle qu'elle pourra peut-être lui permettre de traverser cette épreuve avec courage.

Monsieur le président, l'éditorialiste Guy Cormier, de *La Presse*, le 3 juin dernier, disait ceci, et je cite:

Les couleurs du Canada apparaissent floues à plusieurs interlocuteurs.

Puissance «américaine» dans la mesure où nous appartenons au continent nord-américain et où notre économie et celle de Washington sont intimement liées, puissance «britannique» par nos institutions, la monarchie et une partie de notre histoire, il nous faut comprendre, monsieur le président, sans pour autant nous en trouver paralysés, les hésitations des Européens à notre égard, au moment où nous voulons établir des liens avec le Marché commun. Incidemment, peut-être aurions-nous eu à ce jour des succès plus éclatants dans nos contacts avec la CEE si nous avions mieux sollicité et mieux négocié au besoin le patronage de la France qui, de l'avis de plusieurs, se montrerait notre interlocuteur le plus coriace.

Il importe donc que le Canada, voué à une politique de diversification qui soit rentable, définisse mieux ses orientations sur les différents marchés, américain, européen et asiatique, si nous ne voulons pas être perçus ici et là comme des chasseurs de contrats sans stratégie industrielle et commerciale aucune. Cela est d'autant plus important et d'autant plus opportun, voire même pressant, que nous sommes à quelques jours de la conférence ministérielle canado-japonaise, qui se tiendra à Tokyo les 23 et 24 juin 1975, et à quelques semaines, pouvons-nous imaginer, d'une visite déjà promise à Ottawa de M. Henry Kissinger, à qui il faudra bien signaler, pour reprendre ici les propos de Georges Vigny, dans *Le Devoir* du 2 avril dernier:

Les grandes lignes d'une voie canadienne originale, qui ne sera pas un sentier toujours parallèle à l'autostrade américaine.

Sur un autre plan si, comme l'a affirmé le premier ministre (M. Trudeau), le défi de l'OTAN envers le pacte de Varsovie n'est pas belliqueux, engagés que nous sommes et que nous devons être à contribuer à la réduction des forces